



SALLE D'ANIMATION RURALE CHANGEMENT DES HUISSERIES

Règlement de la Consultation

R.C.

SEPTEMBRE 2019

La procédure de consultation utilisée est le MAPA, en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée à l'article 1 du règlement de consultation et dans les modalités indiquées aux articles 4 et 5 de ce même règlement au plus tard le lundi 21 octobre à 12 heures.

Le présent règlement de la consultation comporte 9 pages.

Mairie du Touvet – 700 Grande rue, BP 8 – 38660 Le Touvet
www.letouvet.com – mairie@letouvet.com

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	p03
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	p03
ARTICLE 3 : DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	p03
1) Définition de la procédure	
2) Dossier de consultation – Modalités de publicité et de mise en concurrence	
3) Modification de détail du dossier de consultation	
4) Décomposition en tranches et en lots	
5) Nature de l’attributaire	
6) Compléments à apporter au CCTP	
7) Variantes	
8) Options	
9) Délai de validité de l’offre	
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES	p05
1) Documents fournis aux candidats	
2) Composition de l’offre à remettre par les candidats	
3) Fournitures d’échantillons ou de matériels de démonstration	
4) Documents à fournir par le candidat susceptible d’être retenu	
5) Documents à fournir par l’attributaire du marché	
ARTICLE 5 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	p07
1) Offre non remise électroniquement	
2) Offre remise par voie électronique	
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT	p07
1) Sélection des candidatures	
2) Jugement des offres	
3) Classement des offres	
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ	p08
ARTICLE 8 : VOIES DE RECOURS	p09
ARTICLE 9 : DIVERS	p09

ARTICLE 01 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune du Touvet – Mairie – 700, Grande Rue – 38660 LE TOUVET représentée par son Maire, Madame Laurence Théry.

ARTICLE 02. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché concerne la réalisation de travaux de changement des huisseries de la salle d'animation rurale.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Commune de Le Touvet – Salle d'Animation Rurale – Route de Bresson

ARTICLE 03. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. Définition de la procédure

Tenant compte du besoin à satisfaire, la Collectivité a décidé de conclure son marché de changement des huisseries du bâtiment de la salle d'animation rurale en recourant à la procédure du MAPA en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il s'agit d'un marché de travaux. Les entreprises sont invitées à procéder à une visite préalable du site. La remise de l'offre vaut reconnaissance et acceptation des sujétions possibles.

3-2. Dossier de consultation - Modalités de publicité et de mise en concurrence

Le dossier de consultation sera publié dans un journal d'annonces légales (Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné) et sur le site internet de la commune du Touvet.

Conformément à l'article L2132-2 du CCP, le présent dossier de consultation sera remis, ou adressé en support dématérialisé à tout candidat qui en formulera la demande écrite auprès de la Ville de Le Touvet – Mairie - Monsieur Thomas Royer - Directeur Général des Services – 700, Grande Rue– 38660 LE TOUVET- Mail : t.royer@letouvet.com

Il peut également être téléchargé sur le profil acheteur de la commune : <http://www.marchespublicsaffiches.com>

Il est également mis en ligne sur le site de la commune : www.letouvet.com

3-3. Modifications de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard six jours francs avant la date limite de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur informera les seules entreprises ayant retiré le dossier de consultation sur demande écrite et fera paraître un avis de modification sur le profil acheteur de la commune : <http://www.marchespublicsaffiches.com>

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des entreprises ayant téléchargé directement les documents sur le site internet municipal sans identification préalable des conséquences susceptibles de s'attacher à l'absence de toute identification, l'entreprise ne pouvant donc pas être informée des modifications éventuelles apportées au dossier de consultation. Le pouvoir adjudicateur recommande donc clairement de privilégier le profil acheteur de la commune.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. A charge de l'entreprise de s'identifier auprès du pouvoir adjudicateur.

Si le délai de remise des offres était reporté, la disposition précédente serait applicable en fonction de la nouvelle date.

Les candidats doivent s'assurer de la bonne conformité des pièces du dossier de consultation entre-elles.

3-4. Décomposition en lots et en tranches

L'intervention de l'attributaire pourra s'effectuer en deux tranches telles que définies dans la DGPF

Tranche 1 : travaux nécessaires avant pose du bardage – intervention souhaitée au cours de l'automne 2019.

Tranche 2 : travaux restant à réaliser – l'intervention sera soit concomitante de celle de la tranche 1 soit à programmer au début de l'année 2020.

3-5. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique,
- soit avec des prestataires groupés solidaires.

Le candidat peut mobiliser, en fonction de sa proposition et de ses moyens, des personnes qualifiées qu'elle jugera opportunes pour garantir la faisabilité et la qualité des propositions.

Une même personne peut faire valoir plusieurs compétences.

Une même personne ou une même entreprise ne peut candidater dans plusieurs équipes.

3-6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Contrat et cahier des charges.

3-7. Options

Sans objet

3-8. Variante

Sans objet

3.9. Délai de validité de l'offre

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date de remise des offres.
La Collectivité se réserve le droit de lancer une négociation avec les trois candidats les mieux placés après analyse des dossiers de candidature afin d'optimiser l'offre financière. Cette négociation pourra prendre la forme d'une audition ou d'un échange téléphonique.

ARTICLE 04. PRESENTATION DES OFFRES

L'offre doit être remise de façon dématérialisée.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul le contrat sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).

Les autres pièces particulières constitutives du marché seront signées par l'attributaire du marché.

4-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication ;

Le règlement de la consultation (RC)

Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP)

Le bordereau Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DGPF)

Les plans du bâtiment

4-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Les pièces de la candidature :

Une lettre de candidature (DC1) ;

La déclaration du candidat (DC2) ;

La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ;

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Présentation de travaux exécutés au cours des cinq dernières années pour la réalisation de contrats de même nature, appuyée d'attestations de bonne exécution.

Le CCTP : à dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;

Le bordereau Décomposition du Prix Global et Forfaitaire: à compléter sans modification, dater et signer ;

Le mémoire explicatif comportant le/les document(s) précisé(s) à l'article 6-2 du présent

document, dans les critères « valeurs techniques » .

Si le candidat a demandé de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir les mêmes documents que ceux demandés pour le candidat, le ou les demandes d'acceptation de ces derniers et d'agrément de leurs conditions de paiement dans l'enveloppe relative à l'offre. (DC4)

4-3. Fourniture d'échantillons ou de matériels de démonstration

Sans objet

4-4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- L'un des documents suivants:

Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ; Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

- Une attestation datant de moins de six mois de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales du candidat. Cette attestation sera à renouveler tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché.

- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

- Si le candidat emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, établie à la date de remise de l'offre, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

- L'état annuel des certificats reçus (imprimé NOTI 2) ou équivalent.

Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 10 jours à compter de la réception de la demande présentée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

4-5. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attributaires confirmeront leur offre en fin de procédure sous la forme d'un document papier signé.

Les attestations d'assurance seront remises par les attributaires avant la notification du marché.

ARTICLE 05. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Elles seront obligatoirement remises par voie électronique

L'offre sera déposée sur le site : www.marchespublicsaffiches.com

Elle devra être déposée sur la plateforme avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Il appartient à l'entreprise de prendre ses dispositions pour anticiper une éventuelle difficulté technique. Le téléchargement doit être terminé avant l'heure limite de dépôt des offres.

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont :

le format PDF (.pdf)

le format texte universel (.rtf)

le format bureautique ouvert (.odt pour les textes, .ods pour les feuilles de calcul)

le format bureautique propriétaire de Microsoft (.doc pour les textes, .xls pour les feuilles de calcul)

les formats images JPEG, PNG ou TIFF (.jpg, .png, .tif)

ARTICLE 06. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT

6-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Le candidat a l'obligation de présenter une offre correspondant à l'ensemble des demandes figurant au CCTP (option et variante incluses).

6-2. Jugement des offres

Un classement sera établi après examen de l'offre de base des candidats.

Ce classement sera réalisé par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après.

Critère attribution	Pondération
La valeur technique	50,00%
Le prix des prestations	50,00%

Modalités retenues pour la notation :

Critère N°1 : valeur technique notée sur 50 points

La notation sera établie suivant le contenu du mémoire justificatif des entreprises au vu :

- **Capacité de l'entreprise à réaliser les travaux** (30 points)

Présentation des effectifs moyens annuels du candidat et de l'importance du personnel d'encadrement, et la possibilité de mener plusieurs chantiers en même temps ;

Présentation de l'outillage, du matériel et des équipements techniques dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Présentation de la liste des travaux de même nature, en site occupé, exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants

Note méthodologique présentant les modalités d'organisation et le planning de chantier

Formation et qualification du personnel.

- **Dossier de propreté/sécurité de chantier et Gestion des déchets (20 points)**

Mode d'exécution des travaux en zone urbaine, la protection et la circulation des usagers du site, balisage de chantier, information du public, sécurité des usagers et du personnel.

Installations de chantier.

Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets de chantier puis pour assurer le suivi, la traçabilité et enfin l'évacuation.

Critère N°2 : prix noté sur 50 points

La notation des offres financières sera effectuée par rapport à l'offre la moins-disante sous réserve qu'elle ne soit pas déclarée anormalement basse.

6-3. Classement des offres :

La note finale du candidat sur 100 sera donc le résultat de la somme suivante :

Critère 1 + Critère 2

L'offre retenue sera celle dont la note finale sur 100 sera la plus haute.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 46 du CMP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée, la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et le contrat ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 07. ATTRIBUTION DU MARCHE

Dès qu'elle aura fait son choix, la Collectivité avisera tous les candidats du rejet de leur offre. La Collectivité informera le candidat retenu, en respectant un délai d'au moins 11 (onze) jours entre la date à laquelle la décision est notifiée aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue et la date de signature du marché.

ARTICLE 08 : VOIES DE RECOURS

- Référé précontractuel (art. L551-1 code de Justice Administrative) : jusqu'au jour de la signature du marché, devant le tribunal administratif de Grenoble (Tribunal Administratif de Grenoble – 2 place de Verdun – 38 000 GRENOBLE Tél. : 04 76 42 90 00 / Fax. : 04 76 42 22 69).

- Recours de droit commun (art. R421-1 et R 421-3 code de Justice Administrative) : dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet devant le tribunal administratif de Grenoble. Tribunal Administratif de Grenoble – 2 place de Verdun – 38 000 GRENOBLE Tél. : 04 76 42 90 00 / Fax. : 04 76 42 22 69.

ARTICLE 9 : DIVERS

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la date de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

Renseignements d'ordre administratif et/ou technique : Thomas Royer - Directeur Général des Services – t.royer@letouvet.com ou mairie@letouvet.com / Daniel Daujas – Directeur des services techniques – d.daujas@letouvet.com qui feront le lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Date, signature et cachet du candidat